



Orly, le 12 mai 2020

Le secteur Aérien, Mis à terre par le COVID-19

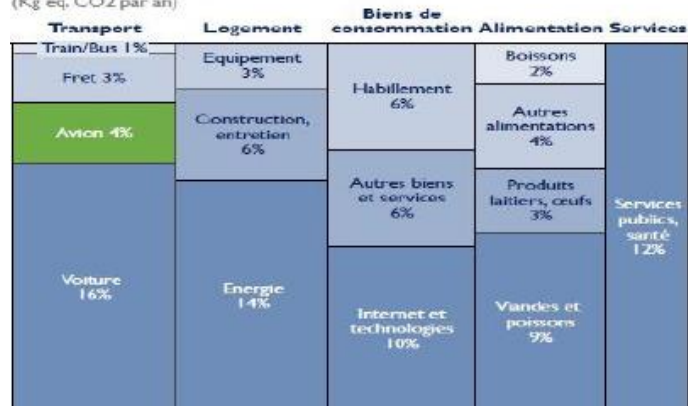
Depuis le début de l'épidémie liée au Coronavirus tout le secteur aérien est très fortement ralenti voire stoppé pour certaines compagnies, aéroports, centres de maintenance et sous-traitants. Ce sont environ 90000 salariés directs (compagnies aériennes, ...) et indirects (sociétés de service comme SERVAIR, de maintenance comme DERICHEBOURG, pour ne citer qu'elles) qui se trouvent menacées. Elles sont nombreuses et dans tous les bassins d'emploi de France et d'outre-mer.

A l'heure où ce papier est écrit, il n'y a pratiquement aucun trafic au niveau national, européen et international ! Moins de 5% des avions sont en vol !

Les prévisions les plus optimistes prévoient le retour à un trafic normal, équivalent à celui de 2019, au plus tôt en 2023.

En France, la pression des lobbies soi-disant écologistes force le gouvernement à imposer l'arrêt des avions sur certains trajets. Pourtant le transport aérien ne représente que 4% des émissions du CO2 en France. Que feront ces lobbies quand les énormes low cost que sont Ryanair et Easyjet, qui a elles 2 possèdent 800 avions, auront pris la place laissée vide par des entreprises plus vertes et socialement bien plus vertueuses. Observons l'exemple d'Amazon qui profite de la crise pour prendre des parts de marché sur les commerces qui ont dû fermer pour cause de confinement et ce au détriment de la santé de ses salariés.

Répartition de l'empreinte carbone des français par poste de consommation (Kg eq. CO2 par an)



Si les aéroports restent fermés, que les avions ne volent pas, que la maintenance est moindre, que les plateaux repas des passagers sont vides, toute cette activité se trouvera en péril. Le transport aérien dans son ensemble est l'un des dominos de l'économie française.

Chaque français doit comprendre l'impact que peut avoir cette économie affaiblie sur son activité propre. Les entreprises « low cost » rognent sur les acquis des salariés non pas pour améliorer les prix, ou si peu, mais pour augmenter les profits d'une poignée. Elles ne sont pas une solution alternative.

La solidarité de consommation à laquelle nous appelons est pour le bien de tous, afin de garantir un nouvel avenir plus lumineux pour les générations à venir !



Laurent DALONNEAU
Président du syndicat
UNSa Aérien SNMSAC